Une liste (incomplète) de concepts qui détruisent les forêts

Le langage n'est jamais neutre et certains concepts ont historiquement été utilisés pour asseoir une domination sur les peuples et les territoires. Cet article attire l'attention sur certains concepts qui sont généralement présentés sous un jour positif pour les forêts, mais qui servent en réalité des intérêts économiques qui nuisent aussi bien aux forêts qu'aux communautés qui y habitent.

Le langage et les mots sont, en fait, des objets de contestation pour la lutte politique. Les choix et les interprétations que nous faisons quand nous utilisons le langage peuvent révéler des points de vue très profonds et très affirmés sur la façon dont nous voyons et comprenons le monde, et dont nous entretenons une relation avec lui. Le langage n'est donc jamais neutre et certains concepts ont historiquement été utilisés pour asseoir une domination sur les peuples et les territoires. Les significations et les utilisations des mots sont en constante évolution sous l'influence des conflits politiques, des intérêts et du pouvoir.

Dans ce bulletin, WRM s'intéresse au lien entre le langage, la déforestation et les concepts qui sont généralement présentés comme positifs et nécessaires d'un point de vue environnemental et social. En réalité, cependant, ils ont tendance à servir les intérêts de l'accumulation du profit tout en dominant et en maltraitant les communautés ainsi que les forêts et les territoires dont elles dépendent.

Cet ensemble de concepts est en constante évolution et est loin d'être complet. L'objectif de ce bulletin est d'alerter sur la signification et les usages de ces concepts et les intérêts qui les sous-tendent, et d'exposer brièvement pourquoi chacun d'entre eux détruit les forêts.

Gestion durable des forêts

La **gestion durable des forêts (GDF)** a commencé à être promue à la fin des années 80 comme une solution prétendue solution à la déforestation dans les forêts tropicales causée par l'exploitation forestière industrielle. **L'exploitation forestière sélective** a été identifiée comme une stratégie clé pour obtenir des avantages économiques sans compromettre le fonctionnement et la survie des forêts. L'idée a été avancée par des sociétés forestières, des banques multilatérales telles que la Banque mondiale et de grandes ONG de conservation. Le concept de **gestion communautaire des forêts** donne à la gestion durable des forêts une image encore plus positive. Mais, dans la pratique, l'exploitation forestière industrielle, « sélective » ou non, est une activité intrinsèquement destructrice des forêts. Il n'est pas surprenant que la promesse de la GDF n'ait pas été tenue. Malgré une augmentation des zones placées sous GDF dans les forêts tropicales du monde entier, la déforestation a également augmenté.

Concessions d'exploitation : Base d'une industrie ou contrôle politique ? (Bulletin WRM 217, août 2015)

La **Gestion forestière communautaire** est une sous-catégorie de la GDF qui donne à ce concept

une tonalité encore plus optimiste. Les conversations avec les membres des communautés qui ont subi des pressions pour s'engager dans un soi-disant programme de gestion forestière communautaire ont révélé comment l'exploitation forestière les a amenés à passer de moyens de subsistance basés sur des produits forestiers non ligneux à l'extraction de bois de grande valeur commerciale. Étant donné que la destruction a lieu un peu plus progressivement, les communautés peuvent ne comprendre qu'après-coup à quel point cette activité est destructrice pour la forêt. Bien que le concept suggère que cette forme d'exploitation forestière est dirigée par la communauté, ce mode d'entreprise est en fait mené par des ingénieurs forestiers et les sociétés forestières et les sociétés de conseil en bénéficient beaucoup plus que les communautés.

Des voix s'élèvent dans les communautés locales de l'État d'Acre, au Brésil, pour dénoncer des infractions dans la gestion communautaire durable des forêts (Bulletin WRM 197, décembre 2013)

Rethinking Community-based Forest Management in the Congo Basin (en anglais) (Rainforest Foundation UK, novembre 2014)

Aires protégées

Les aires protégées ou de conservation ne permettent ni de protéger ni de conserver les forêts. Au contraire, elles détruisent les forêts parce qu'elles empiètent généralement, et souvent avec violence, sur les territoires des peuples forestiers. Lorsque les habitants d'une forêt, qui vivent avec elle et la défendent depuis des milliers d'années, doivent la quitter, tôt ou tard, une telle forêt a tendance à être détruite ou à se détériorer. Les entreprises peuvent entrer plus facilement, car elles ne rencontrent plus d'opposition des communautés à la destruction des forêts. De nombreux exemples montre que des projets d'extraction finissent par s'implanter dans des zones forestières censées être protégées. En outre, lorsque les forêts sont transformées en aires protégées, les régimes de feux naturels et d'autres caractéristiques des forêts sont menacés. Pourquoi ? Parce que les communautés forestières et leurs connaissances traditionnelles ont historiquement aidé et enrichi la diversité des habitats dans les forêts. La plupart des types d'aires protégées interdisent aux populations de vivre à l'intérieur et de maintenir leurs moyens de subsistance et leurs pratiques ancestrales d'utilisation et de gestion de ces forêts.

Feu bénéfique ou destructeur, qui décide ? Une réflexion sur le feu et les forêts (Bulletin WRM 238, juin-juillet 2018)

Les compensations environnementales au Panama: une stratégie qui ouvre les aires protégées aux activités minières (Bulletin WRM 232, juillet-août 2017)

Les aires protégées ont été créées selon une philosophie née aux États-Unis, à la fin des années 1800 afin de préserver des zones de « nature sauvage », sans aucune présence humaine, principalement pour une chasse réservée à l'élite et le plaisir de la beauté des paysages. Cette idée coloniale de **conservation**, qui sépare la « nature » des « humains », a également facilité la division des forêts en zones de concession à différentes fins. Alors que certaines zones doivent être « préservées » et dépourvues d'habitants, d'autres doivent être détruites au profit des entreprises. Les ONG de conservation sont impliquées d'une manière ou d'une autre dans la plupart des aires protégées, souvent avec des entreprises qui encouragent la déforestation ailleurs.

ONG de conservation : Quel intérêt protègent-elles vraiment ? (Bulletin WRM 242 - janvier-février 2019)

Restauration des paysages

Ces deux mots se combinent pour exprimer un intérêt politique très spécifique. La **restauration** signifie généralement la plantation d'arbres, c'est-à-dire la création de plantations industrielles en monoculture. Des millions d'hectares ont été promis pour des projets de restauration lors de conférences aux niveaux international et régional, soi-disant comme solution à la crise climatique et pour stopper la déforestation. Ces promesses persistent malgré les impacts négatifs bien documentés sur le terrain des plantations en monoculture. Ce qui aggrave cet impact, c'est que ce que les partisans de la restauration appellent le **paysage**, les populations forestières l'appellent leur territoire. Le mot **territoire** ne laisse aucun doute sur le fait que les terres en question sont bien plus qu'un paysage géographique. Le territoire est une identité ; c'est un espace de vie, façonné par les interactions complexes entre les communautés humaines et non humaines au fil du temps. Lorsque l'on parle de paysages, en revanche, il est beaucoup plus facile de créer l'illusion de zones vides, sous-utilisées ou dégradées qui peuvent être rendues « disponibles » pour la restauration. L'utilisation du mot « paysage » plutôt que de celui de territoire a permis à des études universitaires et des initiatives mondiales et régionales de prétendre que des millions d'hectares de terres étaient « disponibles » pour la restauration. En réalité, ces terres sont déjà utilisées et la restauration est susceptible de retirer le contrôle de l'utilisation de ces terres, que leurs occupants appellent leur territoire.

Quelques-unes des principales initiatives d'expansion des plantations industrielles d'arbres en Amérique latine, en Afrique et en Asie (Bulletin WRM 228, janvier 2018)

L'exploitation forestière, le palmier à huile, l'exploitation minière, le pétrole et les agro-entreprises se donnent une nouvelle image en s'engageant en faveur de la restauration. Avec cette image « plus verte », ils sont non seulement autorisés à poursuivre leurs opérations, mais également considérés comme faisant partie de « la solution » à la déforestation et à la dégradation des forêts. Ainsi, la restauration détruit également les forêts, car elle reconnaît les plantations industrielles comme positives et redore l'image d'entreprises qui sont des vecteurs de la déforestation.

« L'affirmation selon laquelle la restauration mondiale des forêts est notre solution la plus efficace contre le changement climatique est tout simplement incorrecte sur le plan scientifique et dangereusement trompeuse » (en anglais) (REDD-Monitor, octobre 2019)

Certification

« Continuez à acheter ! » C'est le message mis en avant par les systèmes de certification. Chaque fois qu'un produit industriel ou agricole est discrédité, une initiative de certification volontaire voit bientôt le jour pour s'assurer que ces activités soient jugées « durables » selon les indicateurs du secteur lui-même. Les systèmes de certification détruisent les forêts, car ils légitiment l'expansion des vecteurs de la déforestation.

Le « greenwashing » continue : le FSC certifie que les plantations industrielles sont des forêts et la RSPO que les plantations de palmiers à huile sont durables (Bulletin WRM 233, septembre 2017)

Les entreprises choisissent soigneusement les marchés auxquels elles fournissent des produits certifiés : Ceux où les consommateurs veulent acheter avec « bonne conscience » et, par conséquent, voient dans les étiquettes de certification une « assurance » que ces produits ont été fabriqués ou extraits avec des pratiques « durables ». Comme les étiquettes incitent ces consommateurs à continuer d'acheter, elles encouragent la consommation au lieu de la réduire. Ces

labels contribuent donc à l'expansion du contrôle des entreprises sur encore plus de terres communautaires. Ils ont également échoué à résoudre les conflits entre les communautés et les sociétés qui ont pris le contrôle de leurs territoires. Il est important de noter qu'aucun système de certification n'exclut l'expansion, notamment pour qu'ils puissent toujours certifier davantage de zones. En tant que tels, ils constituent une partie cruciale du commerce des produits d'exportation industriels.

La certification favorise la concentration des terres, la violence et la destruction (Bulletin WRM 240, oct 2018)

Effets des plantations industrielles de palmiers à huile en Indonésie et expérience avec la RSPO (Bulletin WRM 201, avril 2014)

REDD : Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts

REDD est le principal mécanisme international de politique forestière depuis 2005. Le concept a été constamment redéfini depuis son introduction : de REDD à REDD+ (intégrant la **gestion durable des forêts**, le **reboisement** et les **aires protégées**), puis à REDD+ paysager et juridictionnel. Certains n'utilisent même plus le terme REDD+, mais font référence à des systèmes de paiement « basés sur les performances » ou « basés sur les résultats » ou « la restauration des écosystèmes ».

REDD+ : un dispositif fondamentalement vicié (Bulletin WRM 245, septembre 2019)

Comme son nom l'indique, son objectif est de réduire les émissions dues à la déforestation. Mais 14 ans plus tard, ses partisans sont incapables de répondre lorsqu'on leur demande de prouver que REDD+ a effectivement réduit la déforestation. En revanche, REDD+ est devenu un concept qui détruit les forêts et nuit aux populations forestières. Il détruit les forêts, car, en tant que mécanisme de compensation du carbone, il verdit l'image d'entreprises polluantes, par exemple dans l'aviation, l'agroalimentaire mondial et les industries minières – qui à leur tour détériorent les forêts. Il a également promu l'idée que les forêts sont des **puits de carbone**, réduisant leurs cycles et fonctions complexes et interdépendants à celle du stockage du carbone. REDD+ détourne l'attention des véritables causes de la déforestation et empêche des politiques et des actions plus appropriées pour arrêter la déforestation.

Quels rapports y a-t-il entre les forêts, le changement climatique, le marché du carbone et REDD+ ? Manuel pour activistes communautaires (WRM, 2017)

REDD+ n'a pas été créé à l'initiative des communautés. Il impute la responsabilité de la déforestation aux pratiques agricoles des paysans et des populations forestières tout en ne s'attaquant pas aux facteurs de déforestation à grande échelle. La plupart des activités REDD+ imposent des restrictions, souvent très sévères, à l'utilisation communautaire des forêts. La culture itinérante, la cueillette et d'autres activités de subsistance sont généralement interdites dans les zones REDD+, ces restrictions étant régulièrement appliquées avec le soutien de gardes armés. La destruction des forêts par les entreprises, quant à elle, se poursuit sans être gênée par REDD+.

REDD : Une collection de conflits, de contradictions et de mensonges (WRM, 2014)

Compensation

La compensation est un concept qui s'est glissé dans les négociations des Nations Unies sur le

climat et les forêts et dans de nombreux programmes et activités internationaux. Afin de comprendre le raisonnement qui sous-tend la compensation, qu'elle soit liée à la biodiversité, au carbone, à l'eau ou à quelque chose de similaire, il est important de garder à l'esprit les éléments suivants : La compensation détruit les forêts, car elle permet au modèle économique dominant – dépendant des combustibles fossiles – de continuer à prospérer et à se développer. Ce mécanisme de compensation ne vise pas à stopper la destruction des territoires et des forêts. Au contraire, la compensation n'existe que s'il y a de nouvelles destructions – qui doivent être « compensées » ailleurs. La compensation est basée sur l'hypothèse simpliste que deux lieux peuvent être « équivalents ». Elle ne prend pas en compte toutes les interdépendances, la diversité spécifique et l'unicité dans le temps et l'espace de chaque lieu.

Le commerce des services écosystémiques. quand le « paiement pour services environnementaux » équivaut à l'autorisation de détruire (WRM, 2014)

Détruire ici et détruire là-bas : la compensation pour perte de biodiversité en tant qu'exploitation double (Bulletin WRM 232, juillet-août 2017)

Destruction réglementée : Comment la compensation de la biodiversité permet la destruction de l'environnement (en anglais) (Amis de la Terre International)

La logique qui sous-tend la compensation est également appliquée à des programmes dans lesquels le mot compensation n'apparaît pas, comme la **déforestation zéro nette.** Mais derrière le nouveau nom, il y a toujours la même logique de compensation. Les engagements des entreprises en faveur d'une déforestation zéro nette semblent merveilleux. Mais le mot « **nette** » a une importance cruciale. La « déforestation zéro nette » signifie qu'une déforestation peut avoir lieu, que des forêts peuvent être détruites, tant que la superficie totale de la forêt dans un espace géographique donné reste inchangée. Cela signifie qu'une entreprise de plantation de palmiers à huile, par exemple, est autorisée à détruire des forêts tant qu'elle « compense » cette destruction en conservant une forêt « comparable » en termes de biodiversité à un autre endroit. Tout ce que l'entreprise a à faire, c'est de raconter que, sans son projet de « compensation », cette forêt serait menacée de destruction.

OLAM Palm Gabon prétend utiliser la définition de la forêt pour mettre en œuvre son engagement de « déforestation zéro » (Bulletin WRM 245, septembre 2019)

Solutions fondées sur la nature (également appelées Solutions climatiques naturelles)

Les solutions fondées sur la nature sont le dernier concept poussé par l'industrie des combustibles fossiles (main dans la main avec les ONG de conservation) pour que leurs antécédents en matière de pollution et de désastres socio-environnementaux échappent à l'attention des négociations climatiques. Après 14 ans d'incapacité à réduire la déforestation, les mêmes partisans de **REDD+** prétendent maintenant avoir une nouvelle solution – maintenant appelée « solutions fondées sur la nature ». La logique reste celle des concepts, tels que REDD+, qui ont échoué précédemment : **Compensation** Environ les trois quarts des activités désormais labellisées solutions fondées sur la nature consistent à planter des arbres (plantations industrielles) ou à restaurer des forêts (aires de conservation).

C'est un concept qui détruit les forêts, car il donne de nouveaux noms à de vieilles fausses solutions telles que la compensation et REDD+. Comme ces dernières, les solutions fondées sur la nature n'apporteront aucune réponse à la déforestation à grande échelle, mais détourneront l'attention de l'urgente nécessité de laisser des combustibles fossiles dans le sol.

Natural climate Solutions (en anglais) (REDD-Monitor)

Launched at COP25, IETA's Markets for Natural Climate Solutions is Greenwash for the Oil Industry (en anglais) (REDD-Monitor, décembre 2019)

Garanties ou directives volontaires

Les entreprises, les banques, les agences de financement et les ONG de conservation font la promotion des garanties ou des directives volontaires (pour les soi-disant meilleures pratiques) comme un outil pour éviter la réglementation par les États. Avec l'aide de ces garanties, elles promettent de se réglementer elles-mêmes, volontairement, sur la base de **normes, directives ou indicateurs** qu'elles ont elles-mêmes rédigés. Sans fondement juridique, ces normes volontaires donnent l'impression que l'industrie est réglementée, que les choses sont « sûres », que quelque chose est fait pour améliorer les activités industrielles. Les garanties ou les directives volontaires détruisent les forêts parce qu'elles permettent aux activités destructrices de se poursuivre et de s'étendre, elles divisent les communautés, affaiblissent la résistance et donnent une immunité aux auteurs//responsables de la déforestation et de l'accaparement des terres.

Le Honduras et la loi sur la consultation : un piège pour faire avancer le capitalisme dans les territoires autochtones (Bulletin WRM 234, novembre 2017)

Les garanties et les directives volontaires font désormais partie des « cases à cocher » pour les entreprises et les banques. Elles ont ouvert la possibilité pour les entreprises de poursuivre leurs activités même si cela cause une destruction environnementale et sociale que les banques prétendent ne pas financer et que les entreprises prétendent ne plus causer. La Banque mondiale, par exemple, a ses propres garanties et normes sociales et environnementales pour les projets qu'elle finance. Mais comme elles sont volontaires, la Banque les a révisées et diluées au fil du temps pour offrir une souplesse encore plus grande par rapport aux « exigences » requises pour investir dans les zones forestières.

L'élaboration, la mise à jour et le suivi de ces garanties et normes sont devenus une activité en plein essor pour les sociétés de conseil.

Garantir les investissements : les garanties pour REDD+, les femmes et les populations autochtones (Bulletin WRM 211, février 2015)

Forêts plantées

Les « forêts plantées » sont une contradiction en soi, car la seule chose que l'on peut planter, c'est un arbre, pas une forêt. Ce concept est basé sur la **définition des forêts par la FAO.** Les entreprises de plantation d'arbres en monoculture industrielle sont les principaux bénéficiaires de ce concept. La définition de la FAO réduit une forêt à une quelconque zone couverte par des arbres, en négligeant les autres formes de vie ainsi que la diversité biologique, cyclique et culturelle qui définit une forêt par son interconnexion permanente avec les communautés forestières. Les statistiques forestières des pays considèrent ces monocultures industrielles comme des forêts, malgré les impacts sociaux et environnementaux bien documentés que ces plantations ont causés dans le monde entier.

Définition des forêts (WRM)

La définition des forêts est une question extrêmement politique. Elle a également de graves conséquences sociales et environnementales pour les communautés forestières. La définition de la FAO reste la définition de la forêt la plus largement utilisée aujourd'hui. Elle sert de guide pour les différentes définitions nationales de la forêt dans le monde entier. C'est aussi la référence dans les forums internationaux, comme les négociations climatiques de l'ONU. L'Accord de Paris des Nations Unies, par exemple, adopte la définition des forêts de la FAO et promeut ainsi les monocultures industrielles d'arbres sous le couvert d'une image positive des forêts.

Luttes locales contre les plantations (WRM)

(Pour plus d'informations, veuillez visiter notre site Internet : https://wrm.org.uy/fr/)